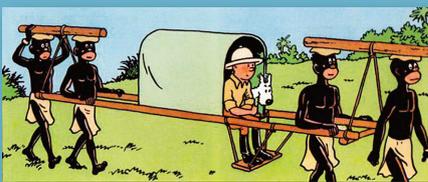




SOMMAIRE

- 1- Édito
 - Tintin au commissariat
- 2- Chronique du racisme ordinaire (dans la banlieue nantaise)
- 3- L'après
 - L'Afrique est prisonnière de nos représentations
- 4- Méditerranée : la société civile reste mobilisée malgré les obstacles
 - Marche des solidarités
- 5- Images et colonies en France
 - Les noirs n'existent pas
- 6- Brèves
- 7- Brèves (suite)
- 8- L'atlas des Afriques
 - Bulletin d'adhésion, Contacts



Dessin extrait de l'album « Tintin au Congo » © Hergé

Tintin au commissariat

Une affiche détournant la couverture de l'album "Tintin au Congo" et laissant supposer que la nuit, tout le monde est noir, était placardée au commissariat central de Nantes dans un bureau où sont interrogés des suspects en garde à vue pour des délits mineurs. Il a fallu que l'image circule parmi les avocats pour qu'elle soit retirée. Quelques mois plus tôt, une autre affiche intitulée "Le Congo chez Tintin" qui représentait une barque chargée de migrants avait dû être dépunaisée. De l'humour, a-t-on dit ! C'est bien connu, il n'y a pas de racisme dans la police.

Le racisme, ce fléau universel, continue à faire des ravages. Il tue !

La mort violente de George Floyd aux États-Unis, tué par un policier, a bouleversé les antiracistes du monde entier et suscité des prises de conscience qui sont porteuses d'espoir. En France, l'ouverture du procès des auteurs des assassinats de Charlie Hebdo, de policiers et de l'Hyper Casher de Montrouge, rappelle l'horreur de ces crimes, crimes contre la liberté d'expression et crimes racistes contre des personnes visées parce que juives. Pas une journée ne se passe sans que, ici ou là, le racisme ne distille son venin.

Ces manifestations se sont multipliées : contrôles au faciès et violences policières, lieux de cultes tagués d'insultes islamophobes, agressions antisémites, appel au lynchage d'un militant syndicaliste, insultes et menaces à l'encontre d'élu.e.s et notamment de maires, injures racistes et destruction de biens contre des familles d'origine rom... Les discriminations à l'embauche, au logement, à la culture ne sont ni éradiquées, ni même endiguées, tout au contraire.

"Valeurs Actuelles", revue d'extrême droite publie un montage assimilant Madame Obono, députée de la République, à une esclave. La revue s'inscrit dans la tradition de la presse raciste des années 40 qui visait les personnalités politiques juives ; elle se déchaîne aujourd'hui contre des personnalités en raison de leur couleur de peau.

Des chroniqueurs comme Eric Zemmour, condamné pour provocation à la haine contre les musulmans, continuent d'avoir "leur rond de serviette" à la télévision où ils distillent leurs propos haineux aux heures de grande écoute.

Par contre, des crimes racistes sont passés sous silence dans la plupart des médias. Ainsi celui commis en 2018 à Ychoux (Landes) où un homme fut assassiné chez lui de cinq balles de fusil par son voisin qui, juste avant de tirer, l'a traité d'"enculé de bicot". Sous couvert de loi contre le séparatisme et prenant prétexte des pratiques de certaines franges islamistes marginales qui portent atteinte aux droits des hommes ou des femmes, le gouvernement mène une opération électoraliste visant à récupérer une partie de l'électorat de droite et d'extrême droite hostile à nos compatriotes musulmans. Agissant ainsi, il ne vise pas à faire société commune mais entretient un climat déjà délétère de surenchère identitaire.

Le racisme institutionnel participe d'une idéologie inégalitaire qui impacte notre société. Il exacerbe les tensions, détruit les valeurs d'égalité et de solidarité... Il désespère ceux qui n'ont jamais vu venir l'avenir promis au nom des valeurs de la République souvent exhibée comme une icône.

Il est impératif de se rassembler pour lutter contre les systèmes et les structures qui défendent et perpétuent des idéologies rétrogrades, dangereuses pour nos sociétés. Non au racisme, non aux discriminations qui obstruent le chemin de l'émancipation.

Le MRAP, fidèle à ses principes et à ses engagements, veut être le catalyseur de ces combats contre toutes les formes de racisme d'où qu'il vienne, sans hiérarchiser les victimes, sans hiérarchiser les mémoires.



Augustin GROSDOY

Depuis deux ans, 27 familles roumaines vivaient sur un terrain de Saint-Herblain. Le maire leur en avait promis la stabilisation. Mais, menacées d'expulsion, l'électricité coupée, elles décident de partir dans la nuit du 10 au 11 juillet malgré l'état délabré de certaines caravanes. Le 11 juillet, elles se retrouvent sur un ancien terrain agricole à Orvault. Les menaces commencent. Le maire d'Orvault propose une médiation. Si le départ s'avère inéluctable du fait des tensions, l'idée est de temporiser pour trouver une solution d'ici la fin septembre.



Photo : © Ouest-France

Certains habitants du quartier voisin organisent une manifestation le samedi 1^{er} août contre ce "camping sauvage". D'autres s'y opposent au nom de la défense des Droits Humains. Plusieurs représentants d'associations du collectif Romeurope proposent de discuter.

Dans l'après-midi, alors que les familles déjeunent pour l'anniversaire d'un petit garçon, sans musique et sans avoir préparé de cochon (on leur avait reproché), une dizaine d'adolescents, des bouteilles de bière à la main, parfois accompagnés de leurs parents, crient : *"Qu'ils crèvent tous cette sale race, qu'ils dégagent ces gros porcs, qu'ils meurent électrocutés, j'ai plus de respect pour les chiens que pour ces gens là..."*.

La police nationale est présente mais ne réagit pas.

Pendant deux heures, malgré les propos entendus, les associations ont tenté d'expliquer que derrière "ces gens là" il y avait des familles qui travaillent, qui demandent un terrain pour lequel elles paieront loyer et charges. Sur les 40 à 50 voisins en colère, seuls 3 ou 4 avaient à la fin un discours apaisé, essayant de comprendre la situation. Le calme semblant revenu, les associations quittent le terrain en disant aux familles d'appeler la police et de les prévenir en cas de problème, et surtout de ne pas répondre aux provocations.

Vers 22h30, les familles du terrain, qui ont organisé un tour de garde, voient les jeunes alcoolisés de la manifestation revenir. Ils ont des bouteilles en verre à la main qui contiennent des tissus enflammés. Les jeunes les jettent sur le terrain en criant des insultes racistes. Apeurés et épuisés par ce harcèlement, les familles décident de plier bagage dans la hâte et retournent sur Saint-Herblain. Elles laissent un frigo, une machine à laver ainsi qu'une caravane contenant un scooter, des vêtements et des papiers. Le propriétaire est en Roumanie. Quand son frère revient dans la nuit sur le terrain pour les récupérer, il voit des jeunes festoyer autour de la caravane en feu.

À son retour de Roumanie, cette famille qui comprend des jeunes enfants ne retrouvera rien.

En 10 ans les familles disent n'avoir jamais vécu de telles horreurs. Elles ne comprennent pas ce déferlement de haine et de violences alors qu'elles travaillent et veulent juste assurer la sécurité matérielle de leurs proches.

Le 3 août, une des familles roms a eu un enfant pour la première fois. Les parents espèrent pouvoir offrir à leur fils une autre vie que la peur, le racisme et le rejet (d'après le témoignage de Nina, éducatrice spécialisée aux CEMEA).

Alerté par les associations locales, le comité de Nantes du MRAP, membre actif du collectif Romeurope, adresse un signalement au procureur le 10 août, resté sans effet. Il décide début septembre par l'intermédiaire de son avocat maître Loïc Bourgeois de porter plainte pour injures à caractère raciste et destruction de biens d'autrui.

Sans méconnaître les difficultés de certains voisins, il n'est pas admissible qu'une population en oblige une autre à fuir en pleine nuit dans des conditions inacceptables de violence.

Ni la précarité, ni la jeunesse, ni l'alcoolisation ne sauraient justifier de tels propos et de tels actes qu'il ne faut à aucun prix banaliser au risque de les voir se réitérer si aucune réponse pénale n'est envisagée.

Le MRAP ne souhaite évidemment pas stigmatiser un quartier ni négliger les responsabilités politiques de ces situations. Il s'agit de montrer les limites, inscrites dans la loi, qu'on ne doit pas franchir, y compris dans des conflits de voisinage. Il en va du respect de la dignité humaine.

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité".

Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, article 1^{er}



François LEVENT

Pandémie. Covid. Confinement... Tout a été dit avec prudence ou exagération. Le MRAP, comme toute association, est concerné.. Une vie au ralenti -- ni rencontres ni activités. Aujourd'hui il reprend vie retrouvant le même enthousiasme, les mêmes ambitions, les mêmes projets.

On nous dit que l'après ne sera pas comme l'avant. Que sera ce demain ? une politique de santé plus audacieuse et plus respectueuse des revendications justifiées du personnel - ou une vie citoyenne plus réelle et plus efficace... Des questions et doutes surgissent. Consignes et slogans à profusion. Restez chez vous. Soyez prudents. Gardez les distances. Protégez-vous. Portez des masques. Ces slogans sont justifiés et doivent être respectés scrupuleusement. Mais avons-nous pensé qu'ils sont contraires en partie à nos convictions, à notre idéal ?

"Restez chez vous. Eloignez-vous des autres. Evitez tout contact". Nous entendons cela tous les jours. Méfiez-vous de ces étrangers, ces Arabes, ces Syriens, etc. Accordez l'accueil au compte-goutte en éliminant ceux et celles que leur présence dérange. Protégez-vous de ces migrants accusés de tous les maux et plus dangereux que le virus.

Au MRAP nous voulons développer une politique universelle d'accueil, d'ouverture, de promotion humaine. Nous voulons une société dans laquelle toute personne est appelée à grandir en humanité. Travaillons à rapprocher les peuples et les personnes, à tisser des liens, à construire des ponts et non des murs, à accueillir les histoires et les cultures diverses comme un enrichissement.

À la crise sanitaire s'ajoute une crise économique aux conséquences redoutables et insoupçonnées.

Le "Protégez-vous" recommandé peut se traduire par un repli sur soi, par une peur d'une restriction des ressources. Les associations risquent d'en souffrir et de voir leurs activités s'essouffler par insuffisance financière.

Le militantisme a un coût.. Protégeons notre mouvement. Protégeons nos capacités à agir. Croyons en notre dynamisme militant susceptible d'éveiller des adhésions et de susciter des dons. Cette dimension financière fait partie de notre combat et peut le rendre toujours plus intense et plus revendicatif.

Oui aux slogans et consignes pour enrayer la pandémie. Mais que la prudence suggérée n'exclut pas l'audace et le risque. Donnons droit aux idéaux valorisés par le MRAP. Soutenons toutes les initiatives, comme SOS Méditerranée, pour sauvegarder les personnes en péril.

Ces mesures préconisées ne sont ni à contester ni à ridiculiser. Je me suis appuyé sur elles pour construire ma réflexion - avec une pointe d'humour - et renforcer notre engagement au MRAP et redorer les idéaux qui font notre fierté et redonner vie - à cette amitié que nous voulons entre tous les peuples.



Jean COURGEON

L'Afrique est prisonnière de nos représentations

C'est au détour d'un article de presse, cet été, que j'ai découvert les travaux de François-Xavier Fauvelle, historien et archéologue français spécialiste de l'Afrique.

Ses recherches l'ont conduit à démonter des idées reçues sur le fait que l'Afrique n'aurait pas d'Histoire, ceci étant illustré par la célèbre phrase de Nicolas Sarkozy en 2007 « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme (sic) africain n'est pas assez entré dans l'histoire ».

L'histoire de l'Afrique que nous Occidentaux avons construite s'est faite par le prisme de voyageurs et voyageuses, des Phéniciens et Grecs dans l'Antiquité aux Européen_ne_s en passant par les Arabes au Moyen-Âge et les Portugais aux XIV-XV^{ème} siècles. Les Africains eux-mêmes pour se protéger ou protéger leur commerce, entretenaient les fantasmes sur les mystères des contrées plus à l'intérieur. C'est ainsi que s'est créé un imaginaire de « païens nus et anthropophages » !

Le travail de l'historien est donc de démêler tous ces éléments, de trouver l'Histoire à travers ces écrans.

Quelques faits d'Histoire en Afrique : l'Égypte des Pharaons et Pharaonnes et le royaume du Mali au XIV^{ème} siècle les plus connus, le monde chrétien en Afrique depuis l'Antiquité, l'attestation de relations commerciales de l'Afrique avec la Chine dès le Moyen-Âge...

On peut estimer étonnant que nous soyons toujours sous l'emprise de ces représentations de l'Afrique. Étonnant ? Ou pas, si on considère que cela arrangeait/arrange bien les pouvoirs en place (arabes, européens) pour pouvoir mettre en esclavage, coloniser, s'accaparer les ressources naturelles... et intervenir dans les gouvernances des États décolonisés !



Marie Elisabeth ALLAIRE

N.B. publications de F.X. Fauvelle : «le Rhinocéros d'or», « À la recherche du sauvage idéal ».

Méditerranée : la société civile reste mobilisée malgré les obstacles, pendant que les États regardent ailleurs

Selon une note de SOS Méditerranée, le mois d'août 2020 a été particulièrement meurtrier sur la route maritime migratoire la plus dangereuse du monde. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 69 personnes sont mortes. Beaucoup d'autres disparitions et certainement des morts se sont produites au cours d'au moins quatre naufrages.

L'agence des Nations-Unies pour les réfugiés et l'OIM ont annoncé la perte de 45 vies humaines le 17 août dans "le plus grand naufrage de l'année au large des côtes libyennes". Le 28 août, le navire de sauvetage Louise Michel a récupéré un corps sans vie dans un canot pneumatique en détresse. Selon le récit des 130 rescapés, trois personnes sont mortes pendant la traversée [...].

Selon l'OIM, au moins 700 personnes ont été ramenées de force en Libye au cours de la dernière quinzaine d'août.

Les États ont franchi un nouveau cap dans le mépris de leurs obligations en termes de droit maritime. Les difficultés subies en mer par les navires ayant secouru des personnes en détresse et empêchés de les débarquer se multiplient depuis plus de deux ans. Elles touchent aussi bien les ONG que les navires de commerce. Des rescapés vulnérables sont abandonnés pendant des jours ou des semaines. Ainsi, le Sea Watch 4 a dû attendre plusieurs jours en mer pour le débarquement à Palerme de plus de 350 personnes. Certaines d'entre elles étaient en mer depuis plus de onze jours...

L'intégralité de la note est accessible ici : <https://www.sosmediterranee.fr/journal-de-bord/regards-sur-la-mediterranee-centrale-2-septembre>.

Marche des solidarités



À l'appel de 19 collectifs de Sans-Papiers, de la Marche des Solidarités, des États Généraux des Migrations et de plus de 200 organisations, des sans-papiers ont marché à partir du 19 septembre pour atteindre Paris en une grande manifestation le samedi 17 octobre. Un groupe est parti de Rennes, début octobre.

En cette période de crise sanitaire, les sans-papiers, les migrants et migrantes sont en première ligne, dans des secteurs comme le nettoyage, la livraison, le bâtiment, les services à la personne, la restauration. Beaucoup ont perdu leur emploi, d'autres sont retenu·e·s dans les CRA, vivent à la rue ou sont hébergé·e·s dans des conditions précaires et insalubres. Les mineurs étrangers sont insuffisamment protégés. Avec sa volonté d'ignorer leurs contributions au travail collectif, le gouvernement laisse volontairement les sans-papiers exploités, sans droits, dans une situation d'inégalité et d'injustice totales.

Une société qui accepte l'inégalité des droits, la surexploitation, la répression, l'enfermement, l'expulsion des sans-papiers au nom de la crise, est désarmée face à toutes les attaques sociales.

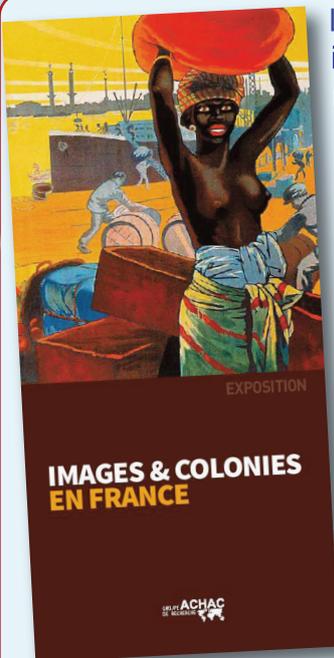
Une société qui refuse l'égalité des droits aux prétextes de la nationalité, l'origine, la couleur de peau sera de plus en plus gangrenée par le racisme et les violences d'État.

Toute personne vivant sur notre territoire, quel que soit son statut ou sa nationalité, doit avoir accès aux droits fondamentaux. Or :

- les situations administratives précaires ou irrégulières privent de quasiment tous les dispositifs de protection sociale,
- trop d'obstacles rendent difficile chaque démarche de la vie courante,
- sans droit au travail, il est difficile d'être autonome ou de résister à l'exploitation,
- la crainte quotidienne de l'arrestation, la menace permanente de l'expulsion, constituent une pression insupportable.

Pour une société solidaire, l'égalité des droits pour toutes et tous en matière d'accès au travail, au logement, à la protection sociale sont des exigences fondamentales.





L'exposition d'ACHAC* "Images et colonies en France" montre l'impact des images liées au colonialisme sur nos représentations d'aujourd'hui. Les événements récents, en France comme aux USA, ont tristement illustré l'actualité de cette question et la nécessité d'une réflexion.

L'exposition devait être présentée à Nantes au printemps dans le cadre des Semaines contre le racisme. Une intervention de l'historienne Sandrine Lemaire était prévue le 23 mars. La pandémie en a décidé autrement.

Si tout va bien, on pourra voir cette exposition à Cosmopolis pendant Festisol, début novembre, puis au Fonds documentaire Tissé Métisse et lors de la grande fête du 12 décembre à la cité des congrès. Nous espérons aussi la venue de Pascal Blanchard courant novembre pour débattre de cette mémoire à partager et à assumer collectivement.

Les historiens du groupe de recherche Achac : Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, viennent dans le même esprit de publier :

"Décolonisations françaises - La chute d'un empire"

Préfaces de Benjamin Stora et Josèphe-Achille Mbembé.

Edition La Martinière 2020.

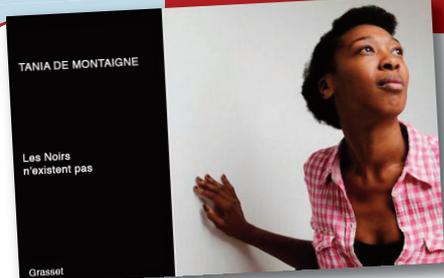


François LEVENT

Le site <https://www.achac.com>, constitue d'ailleurs une mine d'informations sur ces questions coloniales et post-coloniales.

* ACHAC : Association pour la Connaissance de l'Histoire de l'Afrique Coloniale

Les Noirs n'existent pas !



Tania de Montaigne est l'autrice du petit essai (90 pages) "L'Assignation, les Noirs n'existent pas", vivant plaidoyer antiracisme et universaliste publié par les éditions Grasset.

À partir de son expérience, celle où on l'interpelle "Et vous en tant que Noire...", elle traque les impensés racistes ou racisants. À partir de son interrogation récurrente "Qu'est-ce qu'une Noire", elle invite à ne pas confondre les adjectifs qui qualifient (la couleur de peau, la religion,

l'origine...) et le nom "Noir" (avec une majuscule) porteur d'essentialisation et de racisme construits sur des préjugés et des impensés : *"les Noirs courent vite, les Noirs crient fort, les Noirs dansent bien"*...

L'autrice décortique longuement les assignations racistes depuis la définition des esclaves comme "biens meubles" par le Code noir (1685) jusqu'aux insultes racistes contre Christiane Taubira. Elle s'insurge : "Avec la Race s'invente l'idée que, rien qu'en regardant quelqu'un, on sait d'où il est et qui il est" ! Les Noirs seraient d'Afrique – comme les Jaunes de Chine – supposée être leur pays alors qu'ils peuvent (comme Tania de Montaigne *"être français.e depuis cinq siècles"*). "Qui est cette Noire au nom de Blanc ?" Ce nom, martiniquais autant que bordelais, vient directement de l'histoire de l'esclavage. Et fut source de situations improbables lors d'entretiens d'embauche !

Dans une interview (Le Point, 24/05/2018) elle précise *"Il faut pouvoir dire noir, jaune, juif"* comme qualificatif sans tomber dans les pièges essentialistes ; les termes *"noirs, juifs musulmans"*, ne racontent *"qu'une partie de la personne"*. "Mettre une majuscule" c'est dire *"que cette personne n'est que ça"*. Les hommes et les femmes sont d'abord des êtres de culture.

Elle récuse les termes de "communauté noire", "communauté juive", communauté musulmane". Il n'y a pas de rapport entre une Érythréenne sans papiers et une Martiniquaise, entre un Noir qui a de l'argent et un qui n'en a pas. C'est justement le racisme qui produit ce rapprochement et efface les singularités. *"Tout le monde est complexe quelle que soit sa couleur, sa sexualité, sa religion"*. Et quand les gens sont mélangés-métissés, comment déterminer la couleur ?

Tania de Montaigne refuse la confusion entre la question des identités et celle de l'antiracisme. Il faut faire face *"à ce nouveau défi : cesser de croire que les Noirs, et tous les êtres en majuscule, existent"*.

Augustin GROSDOY

Die-In

Pour protester contre la détention arbitraire du navire Océan-Viking affrété par la société civile pour secourir les migrants en errance en Méditerranée, l'antenne de SOS Méditerranée à Saint-Nazaire a organisé un "Die-In" place du Commando, le 21 août. Les participants se sont allongés au sol, mettant ainsi en scène la conséquence d'un naufrage (des cadavres échoués sur une plage).



Photo : © Ouest-France

Vérité et justice pour Adama Traoré

Samedi 13 juin, 150 personnes se sont rassemblées et ont parcouru les quartiers de Saint-Nazaire pour obtenir "vérité et justice pour Adama", pour que cessent les violences des forces de l'ordre. Ces violences policières systémiques dans certaines parties de la police, se conjuguent avec le racisme, les discriminations, le mépris social. Leur existence est niée par les gouvernements et les institutions qui devraient les sanctionner.

Hommage à George Floyd

Mardi 9 juin, 150 personnes se sont rassemblées Esplanade des Droits de l'Homme-Nelson Mandela à Saint-Nazaire à l'appel du comité MRAP. Elles ont exprimé leur indignation et leur profond sentiment d'injustice face à des violences illégitimes qui se conjuguent avec le racisme et sont, dans leur écrasante majorité, impunies.



Photo : © Ouest-France

Des fiches pour comprendre la ville

L'association "Solidarité Estuaire" publie à Saint-Nazaire un support à destination des personnes étrangères en situation régulière pour leur permettre de mieux comprendre les fonctionnements du bus, du logement, de l'école... "Solidarité Estuaire" assure un accompagnement social des personnes reconnues réfugiées, sortant du Dispositif National Asile.

Le camp de Moria détruit

Le 9 septembre, un énorme incendie a détruit entièrement le camp de Moria sur l'île de Lesbos (Grèce). Il accueillait 12 000 réfugiés. La situation est catastrophique. Les migrants ont tenté de fuir mais ont été bloqués par l'armée, les résidents en colère et des groupes d'extrême droite, qui ont empêché l'accès des ONG. Le gouvernement grec a promis la construction de nouveaux camps.



Photo : © France-infoTV

Le camp de Moria (suite)

Toujours incapable d'une juste répartition entre les pays européens des migrants arrivant par la Méditerranée, l'Union Européenne organise le transfert d'environ 400 mineurs non accompagnés vers les pays volontaires. La France va en accueillir entre 100 et 150. 1 pour 500 000 habitants... Que c'est généreux la France !

Crime d'Ychoux (Landes)

Le 4 juin 2018, Saïd el Barkaoui décédait de 5 balles de fusil, victime d'un voisin aveuglé par la haine raciste. En décembre 2019 une décision incompréhensible de la cour d'appel libérait le meurtrier dans l'attente de son procès, ajoutant le sentiment d'injustice à la douleur de la famille. SOS Racisme et le MRAP sont aux côtés de la famille.

Parloir sauvage

La chasse à l'étranger est assortie de plus en plus souvent, d'une IRTF (interdiction de retour sur le territoire français) Ces IRTF sont une violation des droits humains élémentaires, et sont contraires au CESEDA. Le samedi 5 septembre, dans le cadre de la journée de soutien aux sans-papiers, un "parloir sauvage" s'est tenu au Centre de rétention administrative de Rennes-Saint-Jacques.

Le Brexit et les migrants

Depuis le début de 2020, plus de 5 600 personnes migrantes ont rejoint illégalement l'Angleterre en traversant la Manche à bord d'embarcations. Gérald Darmanin et son homologue anglaise veulent renforcer la coopération franco-anglaise pour « lutter contre les traversées sauvages de la Manche ». Mais au 1^{er} janvier 2021, le Brexit marquera la fin du règlement de Dublin avec le Royaume-Uni. Le rétrécissement des voies légales d'immigration entraînera une augmentation du recours à des voies illégales dangereuses...

Crime contre l'Humanité

Le 19 juin, le Parlement européen a voté une résolution qui "invite les institutions et les États membres de l'Union européenne à reconnaître officiellement les injustices du passé et les crimes contre l'humanité commis contre les personnes noires et les personnes de couleur, déclare que la traite des esclaves est un crime contre l'humanité et demande que le 2 décembre soit désigné Journée européenne de commémoration de l'abolition de la traite des esclaves, encourage les États membres à inscrire l'histoire des personnes noires et des personnes de couleur dans leurs programmes scolaires."

Jusqu'où ira Eric Zemmour ?

Tout juste condamné pour provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale à l'encontre des musulmans et des immigrés, Zemmour a récidivé le 29 septembre dernier sur la chaîne CNews, cette fois à l'encontre des mineurs étrangers. Le MRAP, comme d'autres associations et aussi des conseils départementaux dont celui de Loire-Atlantique, a porté plainte contre le polémiste et contre CNews.

Pour des mesures de rupture

Amnesty international souligne que les statistiques officielles sur les interpellations et les fouilles menées pendant le confinement en Europe sont alarmantes. En France, les minorités ethniques ont été plus contrôlées que le reste de la population, uniquement parce que la police avait tendance à se focaliser davantage sur les zones les plus défavorisées. Dans le département le plus pauvre de France métropolitaine, la Seine-Saint-Denis, le nombre de contraventions a été trois fois plus élevé que dans le reste du pays, alors que les mesures de confinement y ont été autant respectées qu'ailleurs.

Kurdistan syrien

L'ONU dévoile des violations organisées des droits humains dans les régions kurdes de Syrie occupées par les Turcs. Selon les enquêteurs de l'ONU, les miliciens syriens pro-Turcs font une guerre systématique aux femmes kurdes. Ils confirment la pratique endémique du viol et d'autres violences sexuelles comme armes de guerre.

Fraternité

Le conseil d'État et le Conseil Constitutionnel ont confirmé que la France ne respecte pas la Fraternité inscrite dans sa devise et son obligation d'accueillir les plus vulnérables comme les femmes ou les enfants fuyant les guerres. Des policiers à Briançon ont été condamnés à de la prison pour avoir répété violences, humiliations et vols sur des personnes qui avaient besoin d'aide. Malgré cela, Pierre-Alain Mannoni, citoyen solidaire, comparait une nouvelle fois, la cinquième devant la cour d'appel à Lyon.

Naturalisations

La ministre déléguée à la Citoyenneté, Marlène Schiappa veut faciliter la naturalisation des ressortissants étrangers qui se sont mobilisés "en première ligne" durant l'épidémie de Covid 19. Louable intention mais cette annonce ne concerne que les personnes en situation régulière et qui ont déposé un dossier de naturalisation. Ce que le MRAP demande, c'est la régularisation de tou.te.s les sans-papiers.

Une grande militante

Gisèle Halimi est décédée le 28 juillet. Elle fut une grande militante anticolonialiste ; avocate de militants du FLN, elle a dénoncé la torture pratiquée par l'armée française en Algérie. Elle dénonça les crimes de guerre commis par l'armée américaine au Vietnam. Elle fut l'une des avocates du Palestinien Marwan Barghout emprisonné en Israël. Elle fut une grande militante de la cause des femmes. En 1972, elle obtint la relaxe pour Marie-Claire, une jeune fille de seize ans qui avait avorté après un viol, contribuant à l'adoption de la loi Veil sur l'IVG.



Photo : © Sorbone-communication

Mémoire de la guerre d'Algérie

Le 24 juillet, le Président de la République a confié à l'historien Benjamin Stora une mission sur "la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie", en vue de favoriser "la réconciliation entre les peuples français et algérien".

Halte aux expulsions

À Saint-Nazaire, deux membres d'une même famille, la mère et le fils, ont été expulsés le 23 septembre vers la Géorgie. Le père et la fille étaient absents au moment de l'arrestation. 120 citoyen.ne.s se sont rassemblé.e.s le mercredi 30 septembre pour exprimer leur indignation et exiger le respect de l'égalité de tous, leur refus de subir des politiques migratoires inhumaines et leur détermination à reprendre l'offensive sur ces questions. Solidarité, égalité et fraternité doivent être au cœur de nos politiques migratoires.

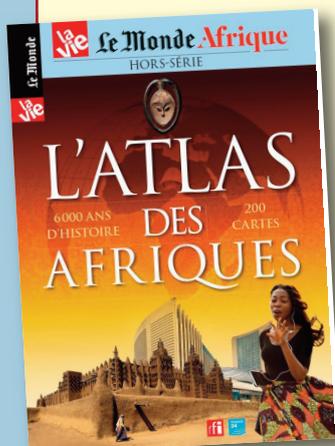


Solidarité en berne

La solidarité est menacée à la frontière italienne. Le maire Les Républicains de Briançon veut fermer le refuge des migrants. Depuis trois ans, ce lieu emblématique accueille de façon inconditionnelle et temporaire les personnes exilées franchissant la frontière franco-italienne par la montagne. 10 000 personnes ont été accueillies. Le besoin est fort : 106 personnes ont été accueillies en juin, 216 en juillet, 355 en août.

Le Monde et La Vie proposent ce nouveau hors série destiné à déconstruire certaines idées reçues sur ce grand continent méconnu.

6 000 ans d'histoire - 200 cartes – 12 € - juillet 2020



Les éditeurs présentent ainsi leur projet : *"Portée par une cartographie inédite, servie par les regards croisés de journalistes et d'experts internationaux, notre ambition première a été de prendre le temps de scruter la grande diversité des multiples Afriques."*

Une lecture fort instructive pour changer notre regard, dont je voudrais simplement retenir cette citation de Nelson Mandela, extraite d'une interview d'Ayo Makun, star nigériane du cinéma, une phrase qui lui donne des forces quand le découragement guette :

"Un gagnant est un rêveur qui n'abandonne jamais".

François Levent

Pour adhérer au MRAP, vous pouvez vous adresser :

- * à un adhérent du MRAP,
- * à l'un des comités locaux ci-contre,
- * ou retourner le bulletin au siège national du MRAP



Vos contacts MRAP

NANTES

Maison des associations, 11 Rue du Prinquiau,
44100 Nantes
tél./fax/répondeur : 02 40 58 08 09

Permanences : à la Manufacture des Tabacs,
10 bis Boulevard Stalingrad, 44000 Nantes.
le lundi de 17h30 à 20h30
courriel : mrapnantes@hotmail.com

St-NAZAIRE

Point de rencontre tous les 2^e lundis du mois à 20h
Maison des associations (Agora), 2 bis rue A. de Mun,
44600 St-Nazaire
tél./fax/répondeur : 02 40 53 32 35
courriel : mrap-saint-nazaire@orange.fr
site web : <http://mrap-saintnazaire.org>
<https://www.facebook.com/mrap.saintnazaire>

site web national : <http://www.mrap.fr>



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
43, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01.53.38.99.99 - Fax : 01.40.40.90.98
www.mrap.fr - accueil@mrap.fr

Bulletin d'adhésion 2020

Nom : Comité de

Prénom :

Adresse :

Date de naissance :/...../.....

Profession :

Domicile : Portable :

Courriel :@.....

J'adhère au MRAP

Déterminez le montant de votre cotisation annuelle en fonction de vos ressources

Revenus Mensuels	Adhésion simple
< 700 €	<input type="checkbox"/> 20 €
entre 700 et 1200 €	<input type="checkbox"/> 40 €
entre 1200 et 1700 €	<input type="checkbox"/> 60 €
entre 1700 et 2200 €	<input type="checkbox"/> 80 €
entre 2200 et 3000 €	<input type="checkbox"/> 108 €
entre 3000 et 3500 €	<input type="checkbox"/> 128 €

Adhésion de soutien :€

Je m'abonne à Différences

la revue du MRAP

24 €

Prélèvement

Si vous optez pour le prélèvement automatiquement, veuillez compléter l'autorisation de prélèvement SEPA ci-jointe, accompagnée de votre IBAN et les retourner à : MRAP

43 boulevard de Magenta - 7510 Paris

Déduction fiscale

Vous recevrez un reçu pou déduction fiscale. Vous pourrez déduire de vos impôts 66 % de votre cotisation et/ou de votre don.

J'adhère pour la première fois
 Je renouvelle mon adhésion

Vie du mouvement

Si vous souhaitez recevoir les informations par mail et être inscrit.e sur une ou plusieurs de nos listes thématiques suivantes :

- Racisme, discrimination, xénophobie
- Education
- Extrême droite
- International
- Migrations
- Roms, Tsiganes et Gens du voyage

Rendez-vous sur le site du MRAP : www.mrap.fr

Date : Signature :

Conditions d'utilisation de vos données personnelles : Vous acceptez que le MRAP enregistre et utilise vos données pour communiquer avec vous et vous informer. Le MRAP s'engage, pour protéger la confidentialité de vos données, à ne pas divulguer, transmettre ou partager vos données avec d'autres organismes ou entreprises. Les traitements de vos données sont régis conformément à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018. Vous pouvez consulter notre politique de confidentialité sur notre site internet : www.mrap.fr